

LETTRE DE LIAISON

des militants combattant
pour le **Front Unique**
des syndicats de l'enseignement public

N° 154
3 septembre 2009

ISSN 1245-0286

www.frontunique.com

Il faut rompre avec l'orientation qui permet au gouvernement de remporter victoire sur victoire face aux travailleurs et particulièrement aux enseignants :

**La responsabilité de la direction de la FSU :
se prononcer contre la réforme du lycée du gouvernement
et refuser de participer à toute discussion sur son élaboration,
œuvrer au front uni contre le budget Sarkozy Fillon !**

Déclaration du représentant Front Unique au BDFN de la FSU du 31 août 2009

Il y a une pandémie qui frappe sans aucun doute les travailleurs et la jeunesse de ce pays : c'est la pandémie du chômage de masse, des licenciements. Non seulement la crise n'est pas finie mais chaque jour s'aggravent ses conséquences dévastatrices pour les travailleurs. Sarkozy a proposé de conditionner le bonus des traders aux « bons » résultats de leur activité pour les banques. Mais lorsqu'un trader réussit un coup spéculatif, c'est un « bon » résultat pour la banque, qui annonce par contre de nouvelles catastrophes pour les travailleurs. Ce sont précisément ces « bons » résultats sur le terrain de la spéculation qui ont provoqué la catastrophe hier et qui annoncent de nouvelles catastrophes plus effroyables encore pour demain.

En attendant, les travailleurs devront payer pour les milliards versés aux banquiers, à leurs traders, aux patrons licenciés dans le budget 2010. Ils devront payer avec les dizaines de milliers de postes supprimés. Ils devront payer avec la remise en cause de l'âge légal de la retraite. Ils devront payer avec cette escroquerie qui s'appelle la « taxe carbone » dont Lagarde nous annonce qu'elle vise à réduire la « fiscalité du travail » - terme mensonger par lequel elle désigne la liquidation des cotisations sociales, salaire différé qui appartient collectivement aux travailleurs et dont elle entend les spolier.

Le gouvernement n'a pas chômé, lui, cet été. La loi mobilité permettant le licenciement des fonctionnaires a été adoptée sans coup férir. Dans l'enseignement supérieur, les textes gouvernementaux intégrant le « travail administratif » dans le service des enseignants – laissé à l'appréciation des présidents d'université – parachèvent l'individualisation des services des enseignants chercheurs, livrés à l'arbitraire ; et donc la pulvérisation des garanties statutaires. Et, fin juillet, ont été édictés les décrets sur la formation des maîtres. La récente circulaire sur les stages des étudiants en master en éclaire le contenu. Des étudiants « gratifiés » à 300 euros par mois maximum pourront se voir confier les élèves à temps complet pendant plusieurs semaines : 6 semaines en collège ou lycée, 4 semaines en école. C'est ainsi que Chatel envisage d'économiser 13000 postes qu'il a supprimés au budget 2009.

On ne peut aujourd'hui, comme le font les dirigeants de la FSU, affecter de s'étonner de cette circulaire. Elle était totalement contenue dans la « réforme » de formation des maîtres du gouvernement. Or, rappelons nous : en mars 2009, en pleine bagarre des enseignants chercheurs et étudiants, la direction de la FSU rejette la motion présentée par le courant Front Unique demandant que la FSU se prononce pour le retrait de la dite « réforme ». Elle la rejette au nom du fait que cette réforme augmenterait la qualification des maîtres par la mastérisation (sic !). La direction de la FSU va jusqu'à s'abstenir au CTPM sur cette réforme, et participe de manière continue depuis mai à sa mise en œuvre dans le détail. La direction de la FSU porte une immense responsabilité dans le fait que le gouvernement ait pu faire passer cette réforme.

Va-t-on voir se renouveler le même scénario sur la réforme du lycée ? Le gouvernement avance méthodiquement : 2009, liquidation du statut des enseignants du supérieur, adoption de la réforme de la

formation des maîtres qui, selon le gouvernement lui-même, permet d'économiser des milliers de postes ; 2010 : mise en œuvre de la réforme du lycée dont la pièce maîtresse est la liquidation des décrets de 50 (objectif annoncé du « rapport Descoings »), suppression de milliers d'heures de cours pour les lycéens, permettant de réaliser l'objectif des 16000 suppressions de postes contenus au budget 2010.

Pour que le gouvernement ne réussisse pas son coup, il est indispensable que la FSU, le SNES se prononcent contre la réforme du gouvernement, en défense inconditionnelle des décrets de 50, et rejette toute participation à la discussion sur cette réforme.

Les 16000 suppressions de postes d'enseignants inscrites au budget 2010 sont un des aspects de ce budget qui vise à gaver capitalistes et banquiers de cadeaux et d'exonérations fiscales de toutes sortes, quand tout le fardeau de la crise accable les travailleurs, quand sont sabrés les crédits alloués à l'école, à l'hôpital public, quand on s'en prend à tous les acquis, en premier lieu au droit à la retraite.

Là encore la responsabilité des organisations syndicales est immense : réaliser le front uni sur le mot d'ordre : A bas le budget du gouvernement Sarkozy Fillon ! Pas une seule suppression de poste ! Préparer une immense manifestation de tous les travailleurs au moment de la discussion du budget au parlement, en direction de celui-ci, sur ces mots d'ordre. Et bien sûr refuser de se rendre à l'invitation de la commission Rocard Juppé sur le « grand emprunt ». Car accepter de discuter de ce qui sera fait de l'emprunt Sarkozy, c'est accepter par avance que les travailleurs honorent les traites de l'emprunt dont par ailleurs Lagarde indique qu'il doit aller à l'« amélioration de la compétitivité des entreprises », bref dans la poche des patrons.

C'est sur cette orientation que pourra être mis fin à l'avalanche de coups qui s'abattent sur les travailleurs et parmi eux, sur ceux de l'enseignement.

La direction de la FSU a montré à travers ses décisions du BDFN qu'elle n'entendait tirer aucune leçon des défaites passées. Ainsi a-t-elle rejeté la motion présentée par PRSI demandant qu'elle se prononce pour l'abrogation des décrets sur la formation des maîtres (5 voix pour dont celle du représentant FU) à laquelle elle a opposé des « assises pour la formation des maîtres » dont l'objectif ne peut être que d'associer l'organisation syndicale à la réforme du gouvernement. Ainsi, s'est elle prononcé pour une action éducation « du niveau de la grève » avant Toussaint, visant à rééditer l'opération de l'an dernier ou des dizaines de milliers d'enseignants avaient été conviés à manifester un dimanche.... après que le budget ait été adopté !

186 collègues se sont portés candidats sur la liste Front Unique pour le renouvellement des instances nationales de la FSU. Une réunion nationale des colistiers visant à élaborer la plate forme du courant et à organiser le combat sur cette base dans les établissements se tiendra

**Le 12 septembre de 14 à 17 heures
à l'AGECA, 177 rue de Charonne, Paris 11ème.**

Nous invitons les collègues intéressés à prendre contact avec les militants de leur connaissance

Je souhaite m'abonner à la **Lettre de liaison**

Nom:.....Prénom :.....

Adresse:.....

Joindre un chèque de 10 euros pour un an d'abonnement à l'ordre de « Front Unique » et envoyer à l'adresse suivante: Front Unique, 11, rue Michalias, 63000 Clermont-Fd.

www.frontunique.com

email : mel@frontunique.com